



Le ministre anti fonctionnaire Guillaume Kasbarian, déclare la guerre aux agents de la fonction publique

Le gouvernement s'en prend brutalement aux agents publics ! Dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2025, des mesures inacceptables et injustes sont prévues : le délai de carence des arrêts maladie passerait de 1 à 3 jours, et l'indemnisation serait réduite de 100 % à 90 %.

Inacceptable ! Ce sont des centaines d'euros qui s'envolent pour chaque agent en arrêt maladie, notamment pour les plus précaires. Prenons l'exemple d'un agent de catégorie C : avec cette réforme, trois jours de carence représenteraient désormais une perte de 245 €, contre 70 € auparavant. Qui peut supporter un tel coup dur ?

En s'attaquant aux arrêts maladie, le gouvernement piétine notre droit à la santé et à la dignité. Ces mesures dissuaderont les agents de se soigner et ébranleront notre modèle de protection sociale. Pendant ce temps, dans le privé, 60 % des salariés bénéficient de la prise en charge de leurs jours de carence par leur employeur. Pourquoi traiter différemment ceux qui servent l'intérêt général ?

La CGT appelle le ministre Kasbarian et ce gouvernement à cesser de s'acharner sur les agents publics. Cette politique de stigmatisation délibérée n'a qu'un but : éroder notre modèle social, fruit des luttes historiques du Conseil national de la Résistance. Accuser les agents d'« abus » ou de « paresse » est une tentative honteuse de diviser, alors que les vrais problèmes se situent dans la dégradation des conditions de travail !

La direction générale de l'administration et de la Fonction publique (DGAFP) a révélé ce vendredi 15 novembre que les fonctionnaires se sont absentés 12 jours en moyenne en 2023, soit 1,7 jour de plus que les salariés du privé (10,3 jours). Tout aussi remarquable : le nombre d'absences pour raison de santé est en baisse dans la fonction publique, contribuant à cette réduction de l'écart avec le privé.

Non, ce n'est pas aux agents publics de payer la facture ! La CGT appelle tous les agents à se mobiliser, à s'organiser pour résister et à se préparer à la grève. Ensemble, défendons nos droits ! Exigeons le retrait immédiat de ces mesures injustes et infondées.

Par ailleurs, pour ceux qui douteraient encore de l'idéologie de notre ministre Guillaume Kasbarian, son récent commentaire suite à la possible nomination du milliardaire Elon Musk à la tête d'un ministère en dit long : « J'ai hâte de partager les bonnes pratiques pour réduire l'excès de bureaucratie, la paperasse, et repenser les organisations publiques au bénéfice de l'efficacité des fonctionnaires. » Une telle déclaration envoie un signal inquiétant : ce gouvernement ne cherche pas à renforcer les moyens de notre fonction publique, mais à l'adapter aux pratiques d'une vision de gestion privée, au mépris des valeurs fondamentales de notre service public.

Ils s'attaquent à nos droits : défendons-les ! le 5 décembre tous mobilisés pour défendre nos droits, le service public.